

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 25238**

Intitulé

MASTER : MASTER à finalité Recherche - Droit Economie Gestion - Mention : Droit Economique et des Affaires - Spécialité : Droit économique et des affaires

| AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION | QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION |
|--|---|
| Ministère chargé de l'enseignement supérieur, Université Nice Sophia Antipolis Modalités d'élaboration de références : CNESER | Président de l'université Nice Sophia Antipolis, Recteur de l'académie de Nice |

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1969)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Liste des activités visées par le diplôme, le titre ou le certificat :

La formation a pour objectif de permettre à ses diplômés d'accéder à des postes de haut niveau ou à une qualification poussée dans toutes les carrières du droit économique et des affaires

Les titulaires du diplôme maîtrisent l'ensemble des connaissances théoriques et techniques relevant du champ du droit économique et des affaires.

Dans ce champs, ils sont capables de :

- Produire des travaux de recherche juridique
- Traiter des dossiers complexes en conseil et contentieux
- Produire des synthèses sur des questions juridiques pointues
- Passer de la logique de droit privé à celle de droit public et inversement
- Effectuer des analyses économiques dans des dossiers juridiques
- Rédiger des contrats d'affaires
- Produire des analyses juridiques prospectives

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Les titulaires du diplôme peuvent s'intégrer sans difficulté dans toute entreprise, qu'il s'agisse d'un grand groupe comme d'une PME, voire d'une association.

Les titulaires du diplôme peuvent exercer dans les emplois suivants :

- Recherche et enseignement,
- Avocats, conseils,
- Juristes d'entreprises,
- Administration économique,
- Responsables d'organismes professionnels.

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1901 : Aide et médiation judiciaire

K1902 : Collaboration juridique

K1903 : Défense et conseil juridique

Réglementation d'activités :

L'activité d'avocat est soumise à l'obtention du CAPA et le recrutement dans la fonction publique à la réussite d'un concours

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Les composantes de la certification sont les Unités d'Enseignements décrites dans la liste ci-après.

Ces unités peuvent être acquises par la formation ou la validation des acquis (VAE)

Le master se compose de deux semestres de master 1 et deux semestres de master 2.

U1 : Cours

Droit économique général

Droit économique public

Droit international économique

Economie du droit

U2 : Séminaires obligatoires

Les principes fondamentaux du droit de la concurrence

Théorie générale des contrats et droit économique

Contrats publics et concurrence

U3 : Séminaires optionnels
 Droit de la propriété intellectuelle approfondie
 Droit des investissements internationaux
 Droit des sociétés approfondi
 Contrats du commerce international
 Droit pénal des affaires
 Droit des assurances
 Droit économique de l'environnement
 U4 : Grand oral
 U5 : Mémoire

La formation comprend des enseignements théoriques et pratiques (avec des séminaires mutualisés avec des spécialités professionnelles), dispensés par des universitaires et des professionnels, du mois de septembre au mois de mars. Un mémoire de recherche soutenu en juillet ou septembre vient compléter la formation.

Le bénéfice de l'acquisition d'une composante (unité) par la VAE ou par la formation est illimité.

Validité des composantes acquises : non prévue

| CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION | QUINON | | COMPOSITION DES JURYS |
|--|--------|---|---|
| Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant | X | | Le jury est composé d'enseignants, enseignants-chercheurs et de professionnels ayant contribué aux enseignements ou choisis en raison de leur compétence sur proposition des personnels chargés de l'enseignement |
| En contrat d'apprentissage | | X | |
| Après un parcours de formation continue | X | | Idem statut étudiant |
| En contrat de professionnalisation | | X | |
| Par candidature individuelle | X | | Possibilité pour tout ou partie du diplômé par VES ou VAP. |
| Par expérience dispositif VAE | X | | Le jury est composé d'enseignants, enseignants-chercheurs et de professionnels |

| | OUI | NON |
|-----------------------------------|-----|-----|
| Accessible en Nouvelle Calédonie | | X |
| Accessible en Polynésie Française | | X |

| LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS | ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX |
|------------------------------------|-------------------------------------|
|------------------------------------|-------------------------------------|

Base légale

Référence du décret général :

Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master publié au JO du 27 avril 2002

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux habilitations de l'Université de Nice à délivrer les diplômes nationaux n°20080939

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Le décret N°2013-756 du 19/08/2013 articles, R.613-33 à R.613-37.

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

Statistiques d'insertion disponibles auprès de l'observatoire de la vie étudiante (UNICEPRO~OVE).
<http://unice.fr/unicepro/enquetes-et-statistiques/>

Autres sources d'information :

Université Sophia Antipolis (Nice) (UNS) : Provence-Alpes-Côte d'Azur - Alpes-Maritimes (06) [nice]
 Université de Nice Sophia-Antipolis

Lieu(x) de certification :

Ministère chargé de l'enseignement supérieur : Provence-Alpes-Côte d'Azur - Alpes-Maritimes (06) [Nice]
 Faculté de Droit et Science politique, Avenue du Doyen Louis Trotabas, 06050 NICE CEDEX 1

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Faculté de Droit et Science politique, Avenue du Doyen Louis Trotabas, 06050 NICE CEDEX 1

Historique de la certification :

Intitulé DEA de droit économique, il devient par la suite le M2 Recherche en droit économique et des affaires, perpétuant et renouvelant

la tradition niçoise de formation au droit économique.